



De l'Europe de la défense à l'Europe de la paix

Les vingt-sept ministres européens de la Défense ont rendez-vous ces jours-ci à Brest. A l'invitation de La France, qui assure en ce moment la présidence semestrielle du Conseil de l'Union européenne, cette rencontre, toute informelle soit-elle, est un pas de plus en direction d'une Europe de la défense.

En tant que responsables, allemand et français, de deux mouvements d'Église pour la paix, cet événement nous interpelle. Nous sommes profondément attachés au respect par l'Europe de son intuition et vocation originelles, à savoir assurer la paix sur notre continent en rendant matériellement impossible la guerre entre ses membres.

Cet objectif a été atteint. Depuis soixante-quinze ans, les guerres entre nos nations sont devenues proprement impensables. Les liens économiques toujours plus étroits, la disparition des frontières intérieures, les innombrables projets concrets (d'Erasmus à Ariane, de Natura 2000 à Airbus...) et l'introduction, pour une majorité d'États, de la monnaie unique, font que l'idée de conflit armé entre nous n'est pas envisageable. Cette réussite européenne ne pourrait-elle s'appliquer dans nos relations à d'autres États et groupes afin de créer des relations pacifiques et résoudre les conflits?

Alors, pourquoi une (éventuelle) armée européenne? La finalité de paix que les fondateurs ont assignée à l'Europe unie serait-elle mieux assurée par la création d'une armée commune, par la transformation de l'Europe en puissance militaire voire nucléaire?

Pensons la défense autrement

A nos yeux, envisager une Europe de la défense exclusivement sous l'angle de sa capacité militaire, nous paraît comme une faute et une infidélité à l'engagement pris dès 1950 par les États fondateurs, et ultérieurement par ceux qui les ont rejoints, de faire l'Europe pour préserver et faire grandir la paix, sur ce continent et dans le monde.

Cet engagement qui se lit dans le préambule du traité de Paris créant la CECA se répète dans les traités suivants, jusqu'à l'article 3 du Traité de Lisbonne. Nous reconnaissons que les atteintes à la paix et les racines des guerres vont bien au-delà du pouvoir des armes et de la menace d'y recourir, notamment de la part de dictateurs dont les visées hégémoniques nous inquiètent aussi. Le réchauffement de notre planète, l'exploitation insensée des ressources naturelles, le creusement des inégalités entre les peuples et au sein des nations entre les riches et les pauvres, les guerres civiles et les nationalismes exacerbés sont autant d'atteintes graves à la paix, plus graves encore que les guerres combattues par des militaires.

En tant que mouvements pour la paix, nous nous questionnons trop peu sur les éventuelles conséquences de notre mode de vie et de consommation sur l'aggravation des conflits et des guerres, sur le réchauffement climatique ou sur le bien-être des populations autochtones. Nous voulons dorénavant prendre nos responsabilités pour la paix et la justice et commençant par la mise en place d'une éthique de paix dans laquelle les pensées et les gestes ne s'adressent pas seulement aux intérêts nationaux mais réfléchissent aussi à l'impact qu'ils pourraient avoir à travers le monde. Nous souhaitons promouvoir le concept de sécurité dans une dimension commune à tous, valable tant pour les individus dans leur vie privée que pour les acteurs de l'économie, de la politique, de la culture, de l'enseignement et de la science.

Ayons le courage de la paix

Dès lors, une Europe de la paix, construite pour et avec ses habitants, qu'ils soient citoyens ou frères migrants, réfugiés, apatrides, de passage parmi nous ou en quête d'un lieu d'un accueil durable, passe par une série de mesures courageuses qu'il appartient à l'Europe de d'encourager et à nos États, nos Églises, nos frères et sœurs d'adopter.

Premièrement, il est indispensable d'évaluer l'impact sur la paix, comme nous sommes en train d'apprendre à le faire sur le climat, sur le travail des enfants ou sur le respect des droits humains, des décisions de politique étrangère et de politique économique et commerciale de l'Europe et de ses États membres. Qu'aucune mesure d'importance ne soit adoptée si elle ne passe pas le test de sa « neutralité » voire « positivité » pour la paix!

Deuxièmement, il s'impose de recourir systématiquement à des solutions non-violentes des conflits par des mécanismes de conciliation avant les disputes et de réconciliation après les conflits, pour que soient évitées ou réparées de façon durable les conséquences des guerres, des sécessions, des heurts entre peuples et nations. De telles solutions existent et ont fait la preuve de leur efficacité. Les étudier et les enseigner dans les académies et les écoles « de guerre » pour en faire des « écoles de la paix » est à notre portée.

Troisièmement, croire en les vertus de la justice réparatrice non seulement là où les tragédies du XXème siècle se sont consommées (Rwanda, ex-Yougoslavie) mais partout où l'Europe intervient pour aider à reconstruire des pays meurtris. La paix ne se fera pas sans les aveux, le pardon, la réconciliation : ce qui a été vrai pour l'Europe et la réconciliation franco-allemande reste vrai pour bien des endroits dans le monde. Que la diplomatie européenne – le Service européen d'action extérieure – se transforme en Service européen d'aide à la paix et la résolution des conflits!

Quatrièmement, apprendre l'histoire, ou plutôt apprendre de l'histoire, trop souvent manipulée ou réécrite par le « vainqueur » du jour pour en faire un instrument d'endoctrinement et de haine sur des générations. A l'initiative de la France, le Conseil de l'Europe – dont tous les États de l'Union sont aussi membres – vient de créer un Observatoire de l'enseignement de l'histoire. Structuré en « accord partiel » il n'accueille que 9 États de l'UE sur 27. L'adhésion de tous devient une urgence : l'histoire ne doit être la cause ni de honte ni de fierté mais être acceptée comme l'on accepte au sein d'une fratrie un héritage indivis, engagement pour un dialogue et partage fraternel.

Enfin, enseigner la non-violence et la paix de façon systématique dans les écoles, dans l'éducation permanente, dans les institutions de la vie communautaire. Combien de conflits naissent ou sont validés, combien de guerres sont « approuvées » par l'opinion publique parce que la violence habite nos cœurs, et que nous-mêmes croyons plus en l'efficacité de la prévarication qu'en les vertus du dialogue et du partage. Dès les cours de récréation, éduquons à la non-violence!

Que la paix, aspiration de tout être humain et fondement de la coopération internationale, soit au cœur des délibérations des ministres et de nous gouvernants. Qu'une année de la paix, avec ces cinq objectifs, commence!

pax christi – Allemand

pax christi - France